



**POLYTECH<sup>®</sup>**  
**TOURS**

Département  
Aménagement et Environnement



Ecole d'ingénieurs  
polytechnique  
de l'université de Tours

**CITERES**  
UMR 6173  
*Cités, Territoires,  
Environnement et Sociétés*

*Equipe IPA-PE*  
*Ingénierie du Projet*  
*d'Aménagement, Paysage,*  
*Environnement*

**Projet de Fin d'Etudes**

**Les monnaies locales  
complémentaires :  
Leur rôle dans une perspective de  
développement durable des  
territoires**



**2016-2017**

**S9&S10**

**Directeur de recherche**  
**HUYGHE Marie**

**HUE Eglantine**







# **Les monnaies locales complémentaires : Leur rôle dans une perspective de développement durable des territoires**

**Directeur de recherche  
HUYGHE Marie  
2016-2017**

**HUE Eglantine**



# AVERTISSEMENT

---

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur de cette recherche a signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.



# FORMATION PAR LA RECHERCHE ET PROJET DE FIN D'ETUDES EN GENIE DE L'AMENAGEMENT

---

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir-faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

**Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SUDOC), les mémoires à partir de la mention bien.**



# REMERCIEMENTS

---

Je tiens à adresser mes remerciements à ma directrice de recherche, Marie Huyghe, Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Ecole Polytechnique de l'Université François Rabelais de Tours, pour son encadrement et sa réactivité lors de mes sollicitations.

Je remercie également Mona Houssais, coordinatrice de l'Héol, Stéphane Sandeau-Gruber, coordinateur au sein de l'association "Les planches à Gabare", porteuse de la Monnaie Locale Complémentaire de Touraine, et Jürgen Bartelheimer, de l'association Agir pour la Transition qui a mis en place la MUSE, en Anjou, pour le temps qu'ils m'ont accordé à travers les différents entretiens que j'ai pu réaliser avec eux.

Je souhaite également remercier Nathalie Brevet, Maître de conférences à l'Ecole Polytechnique de l'Université François Rabelais de Tours, pour m'avoir fait intervenir dans son cours afin de présenter mes recherches, et merci à ses étudiants de troisième année pour l'intérêt qu'ils y ont porté ainsi que pour les résultats de leurs recherches.

Enfin, je remercie mes proches pour leur soutien tout au long de ce projet de fin d'études.



# SOMMAIRE

---

Introduction .....	8
Partie 1 : État de l'art.....	9
I. La monnaie locale complémentaire, qu'est-ce que c'est ? .....	9
II. Des objectifs de développement territorial .....	13
III. Différents principes caractéristiques.....	18
IV. Une réalité différente de la théorie ?.....	22
Partie 2 : Cas d'étude et Méthodologie .....	26
I. Présentation des terrains d'étude .....	26
II. Justification des terrains d'étude .....	27
III. Méthodologie de récolte des données.....	27
Partie 3 : Résultats et analyse des données.....	29
I. Des projets indirectement financés par la NEF .....	29
II. Une volonté de financer des projets directement plus ou moins affirmée.....	31
III. La possibilité de choisir les projets financés .....	34
IV. Un impact plus fort lorsque la monnaie est très développée .....	36
V. Réflexion sur le réel intérêt des MLC.....	38
Conclusion.....	39
Bibliographie .....	40
Annexe .....	42



## **Introduction**

A l'heure où le changement climatique et le développement durable sont au cœur de tous les discours et de toutes les actions, on voit fleurir, en France et dans le monde, un grand nombre de solutions alternatives au système actuel et des initiatives citoyennes toujours plus nombreuses. Le rapport au territoire et l'identité culturelle et patrimoniale apparaissent comme des éléments importants aujourd'hui. Ces solutions alternatives cherchent aujourd'hui une réappropriation du territoire sur lequel nous vivons ainsi que la création de lien social, actuellement relativement absent de notre quotidien. De plus en plus, les citoyens cherchent à éviter et contourner le système actuel et veulent retrouver leur rôle de citoyens et d'acteurs de la société. Parmi ces initiatives, des dispositifs se développent : les monnaies locales complémentaires.

Aujourd'hui, très peu d'études ou de recherches ont été réalisées sur les retours d'expérience de ces monnaies locales, du fait notamment de leur jeunesse. Il m'a donc paru intéressant de travailler sur la réalité actuelle des monnaies locales en me centrant sur l'un des objectifs les moins renseignés de ces dispositifs qui est le financement de projets locaux, éthiques et solidaires.

Une première partie permettra tout d'abord de contextualiser les monnaies locales et présenter leur fonctionnement, puis une seconde partie présentera les cas d'étude et la méthodologie appliquée pour mener cette recherche. Enfin la troisième partie sera consacrée aux résultats de cette recherche sur les financements des projets locaux et solidaires.



## **Partie 1 : État de l'art**

### **I. La monnaie locale complémentaire, qu'est-ce que c'est ?**

#### **1. Une réponse aux crises financières et à un système financier critiquable**

Les crises financières ont souvent été révélatrices de la non neutralité de la monnaie (Blanc et Perrissin-Fabert). Cependant, si elles ont été l'élément déclencheur de l'engouement pour des initiatives citoyennes, c'est le système financier actuel global qui a poussé des groupes de citoyens à réagir. En effet, alors que de plus en plus de personnes se retrouvent en situation précaire, la richesse se concentre et s'accumule au bénéfice d'un petit nombre d'individus. (Delille, 2007). Aujourd'hui, et comme l'explique P. Derudder, on sait que seulement 2% des mouvements financiers sont consacrés à l'échange de biens et de services. Les 98% restant correspondent aux marchés financiers, à la bourse et à la spéculation. L'argent ne profite donc pas aux citoyens ni au territoire, mais seulement à un petit groupe d'individus. De plus, l'argent est souvent vu comme un indicateur de puissance et de pouvoir, faisant ainsi perdre tout lien social entre les personnes qui se l'échangent.

De ces constats sont apparues plusieurs initiatives, dont les monnaies sociales. Les monnaies sociales sont, selon Blanc (2006), des dispositifs visant à échanger des biens, des services ou des savoirs à l'intérieur d'un groupe et par l'intermédiaire d'une monnaie spécifique. Ces initiatives sont des initiatives citoyennes. Blanc (2006) oppose donc les monnaies dites sociales à deux autres types de monnaies. Tout d'abord, les monnaies dites politique, comme c'est le cas pour l'euro, et qui sont donc émises et contrôlées pour une instance politique. Les autres sont les monnaies ayant un but lucratif, comme c'est par exemple le cas dans beaucoup de magasins actuellement grâce au système de fidélisation de la clientèle comme par exemple les S'miles que l'on retrouve dans beaucoup d'enseignes françaises. Les monnaies sociales sont donc nommées comme telles de par leur émergence citoyenne. En effet, elles sont en majorité créées par une initiative citoyenne et locale, principalement par la création d'un groupe de citoyens qui se transforme en association. Quelques-unes sont cependant lancées initialement par des collectivités. C'est notamment le cas du Galléco, à Rennes, qui a été initié par le Conseil Général, mais aujourd'hui géré par une association.

Les monnaies locales complémentaires (MLC) sont identifiées comme faisant partie de la troisième génération des dispositifs d'échange. En effet, une évolution de ces dispositifs est observable selon Blanc (2011) et Fare (2012 et 2016). Le premier dispositif lancé au début des années 1980 a été à l'origine des LETS (Local Exchange Trading System) ou SEL (Système d'Échange Local). Ces monnaies sont inconvertibles en monnaie nationale et sont dominées par des échanges non professionnels. En continuité de ces premiers dispositifs s'est développée la deuxième génération, des monnaies temps inconvertibles, telles que les Accorderies au Québec, visant l'échange de services sur la base du temps, une heure égale une heure peu importe le service rendu. Elles ont donc une visée plus sociale



qu'économique. La troisième génération correspond aux monnaies locales complémentaires. Lancée en 1991, l'Ithaca Hour, aux Etats-Unis, inaugure ce dispositif, qui se développera en France à partir des années 2010 seulement. Ces monnaies locales sont utilisées pour des achats de produits et non pas pour des services rendus entre particuliers, elles ont donc une véritable visée économique, en plus d'un objectif social. Enfin, depuis le début des années 2000, une nouvelle génération de monnaies sociales a émergé. Ces dernières ont pour vocation de combiner les différents objectifs auparavant séparés entre les différents dispositifs. Elles sont, selon Fare (2012), plus complexes car elles regroupent une multitude d'acteurs, et visent à encourager les comportements éco-responsables. C'est le cas des SOL en France, combinant des SOL-éco, des SOL-temps et des SOL affectés.

Les MLC s'inscrivent donc dans un dispositif plus large de monnaies sociales. Elles sont donc des moyens de paiement entre particuliers et professionnels plus qu'entre particuliers, comme le font les Accorderies par exemple. Ces monnaies sociales promeuvent toutes des objectifs sociaux et économiques, sans chercher à prendre la place de la monnaie nationale.

## **2. Une complémentarité et non une substitution**

Comme le soulignent Blanc et Perrissin-Fabert (2016)<sup>1</sup>, la monnaie locale complémentaire ne vient pas se substituer à la monnaie nationale, pour nous l'euro, mais vient le compléter. C'est donc une circulation en parallèle de celle de l'euro qui est attendue, et non pas une exclusion totale de l'euro.

La monnaie locale s'applique sur un territoire défini et limité. De ce fait, l'existence de l'euro reste essentielle lorsqu'on se déplace sur un autre territoire. En effet, si deux territoires limitrophes avaient chacun leur monnaie locale et que l'euro était supprimé dans ces territoires, il serait impossible d'échanger entre ces deux territoires, ce qui, sur du long terme, entrainerait un cloisonnement de chaque territoire. Cela serait complètement contradictoire avec le fonctionnement actuel des territoires. Ceux-ci ne sont pas autosuffisants et des besoins particuliers ne peuvent parfois être satisfaits que dans d'autres territoires. Le but des monnaies locales n'est pas d'empêcher la circulation entre territoires lorsque cela est nécessaire, mais simplement de relocaliser les échanges pouvant être réalisés à l'échelle locale.

Enfin, l'obtention de monnaie locale se fait à travers un échange avec de la monnaie nationale. La monnaie sociale a donc besoin de monnaie nationale pour exister et pour circuler.

La monnaie locale, bien que parfois présente sous forme électronique, est principalement développée sous format papier, à travers des billets. De ce fait, elle fonctionne sur la base d'unités entières, les centimes n'existant pas. Lors des échanges, il est donc nécessaire de faire l'appoint avec des euros pour atteindre le prix des produits.

---

<sup>1</sup> Dans Financer la transition écologique des territoires par les monnaies locales, 2016



Ces monnaies complémentaires, bien qu'elles existent dans le monde depuis longtemps, pouvaient encore être perçues comme des initiatives illégales aux yeux des citoyens, de peur de perdre la valeur de l'euro notamment. Ce n'est aujourd'hui plus le cas.

### **3. Une reconnaissance légale depuis 2014**

Si les MLC se sont développées de manière importante depuis le début des années 2010, elles n'ont été reconnues officiellement que depuis 2014. En effet, elles obtiennent une reconnaissance légale dans la loi de juillet 2014, relative à l'Économie Sociale et Solidaire. L'article 16 de cette loi reconnaît « les titres des monnaies locales complémentaires ». Les monnaies locales complémentaires sont alors reconnues dans le code monétaire et financier comme des moyens de paiement. Cette reconnaissance est notamment importante pour le développement du réseau adhérent aux monnaies locales. En effet, afin de permettre l'utilisation de monnaies locales non pas seulement par des habitants et des entreprises, mais également par les collectivités territoriales, il est nécessaire que leur utilisation en tant que moyen de paiement soit défini par le code monétaire et financier (Magnen, 2015)<sup>2</sup>. Cette nouvelle réglementation vis-à-vis des monnaies locales autorise donc aujourd'hui les collectivités locales à accepter ce système de paiement, on pourrait imaginer par exemple que la population paie une partie des impôts en monnaie locale, ou aussi l'utiliser, par exemple en payant une partie des salaires en monnaie locale. Pour Dupré, Longaretti et Servet (2015), l'entrée de ce nouvel acteur dans le dispositif constitue un levier de développement important. En effet, le financement d'un projet de MLC est souvent très compliqué, l'implication des collectivités dans ces processus serait donc un élément favorable au bon développement d'une MLC sur le territoire. Lorsque la collectivité est présente dans le dispositif, l'ampleur de la monnaie locale grandit. C'est par exemple le cas pour le Bristol pound (Angleterre), ou encore le Galléco qui a été initié par le département.

Bien que les MLC aient commencé à exister en 2010, cette loi a permis de les rendre plus acceptables et plus crédibles aux yeux des citoyens, leur développement en France étant, comme on va le voir, plus important depuis 2014.

### **4. La situation en France en 2016**

Les premiers projets de monnaies locales en France ont émergé en 2010. Les premières ont été l'Abeille, à Villeneuve-sur-Lot, et l'Occitan, à Pézenas, mises en circulation en janvier 2010. Se sont ensuite multipliés les projets à travers toute la France. En novembre 2016, on compte environ 45<sup>3</sup> monnaies locales en circulation. C'est également une quarantaine de projets qui sont actuellement en cours de réflexion, à des stades d'avancement variés. Certains sont sur le point d'être mis en circulation, comme c'est le cas

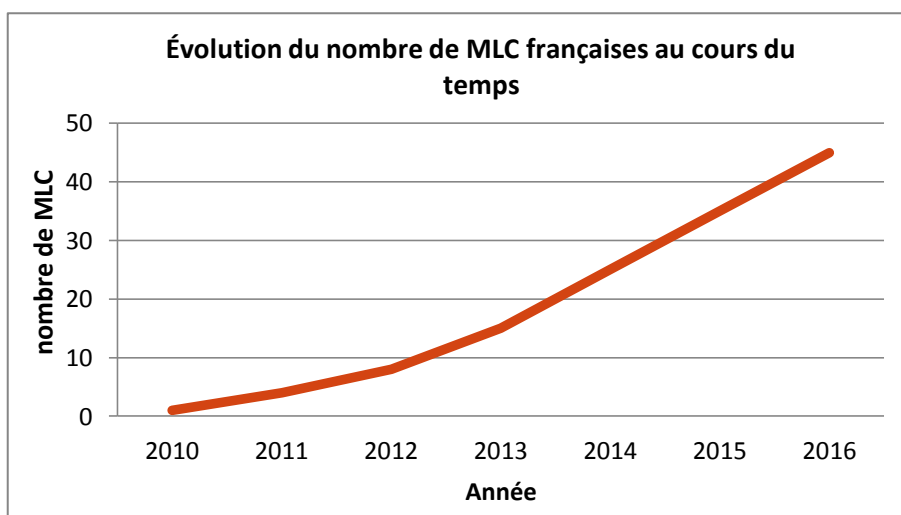
---

<sup>2</sup> Dans le Rapport de la *Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux*, remis à Carole DELGA en avril 2015

<sup>3</sup> Chiffres obtenus grâce au site [www.monnaie-locale-complementaire.net](http://www.monnaie-locale-complementaire.net), à partir duquel j'ai vérifié tous les projets afin d'établir une liste des monnaies locales qui circulent actuellement sur le territoire français



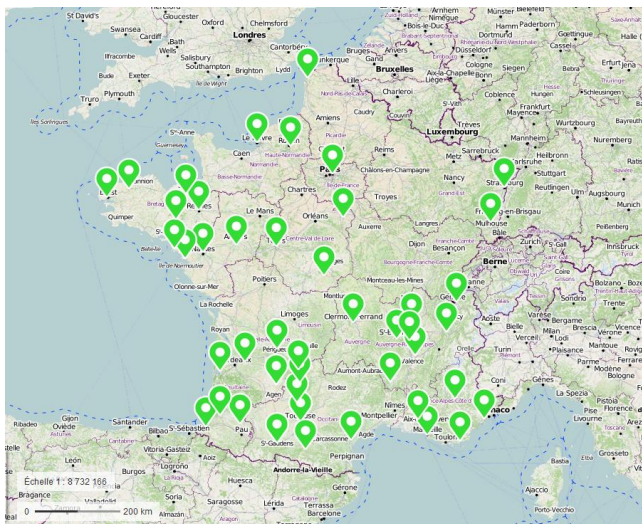
pour le Vendéo (Vendée) qui devrait être lancée en mars 2017, tandis que d'autres cherchent encore un nom pour leur future monnaie, comme c'est le cas pour le projet de monnaie locale des Vosges et la monnaie du Pays de Vannes, ou d'autres qui cherchent encore un graphique pour les billets, comme pour la Sonnante (Hautes-Pyrénées). Une des deux monnaies créées en 2010 (l'Abeille) est toujours en circulation, puis quatre monnaies ont été lancées en 2011, 3 en 2012, 7 en 2013, 10 ont été mises en circulation en 2014, 11 de ces dispositifs se sont développés en 2015 et enfin 10 ont été lancées en 2016. C'est donc 67% de ces dispositifs qui ont été créés dans les trois dernières années, comme on peut le voir sur le graphique ci-contre. Ce sont donc des dispositifs très en vogue actuellement.



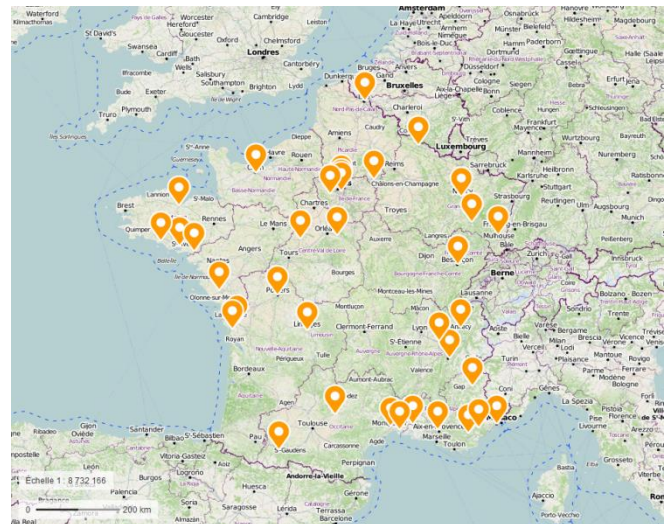
**Figure 1 : Evolution du nombre de MLC françaises**  
Réalisation : Eglantine HUE

A travers les cartes suivantes localisant les MLC en circulation et celles en projet, on remarque qu'une grande partie du territoire est concernée. La part du territoire français couverte par les MLC reste cependant difficile à déterminer, puisque dans certaines communes un seul commerce peut être adhérent d'une MLC, ce qui n'est pas réellement représentatif. Cependant, on peut noter qu'elles sont surtout présentes dans les milieux urbains, les milieux ruraux étant beaucoup moins concernés. Sur les 45 MLC recensées, on en compte 13 pour lesquelles une ville de plus de 100 000 habitants se trouve sur le territoire (Montreuil, Rouen, Tours, Brest, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Le Havre, Rennes, Strasbourg, Nantes, Toulouse, Lyon et Marseille). 60% des MLC ont au moins une ville de 20 000 habitants sur leur territoire. Comme on le voit sur les cartes, des espaces ne sont pas concernés par ces MLC : les ex-régions de Champagne-Ardenne, Bourgogne, Auvergne. Ces espaces se trouvent dans l'espace nommée « diagonale du vide », caractérisée par une ruralité importante. Il semble donc que les MLC soient une caractéristique des espaces plutôt urbains.





**Figure 2 : Localisation des MLC en circulation**  
Réalisation : Eglantine Hue, 2016



**Figure 3 : Localisation des MLC en projet**  
Réalisation : Eglantine Hue, 2016

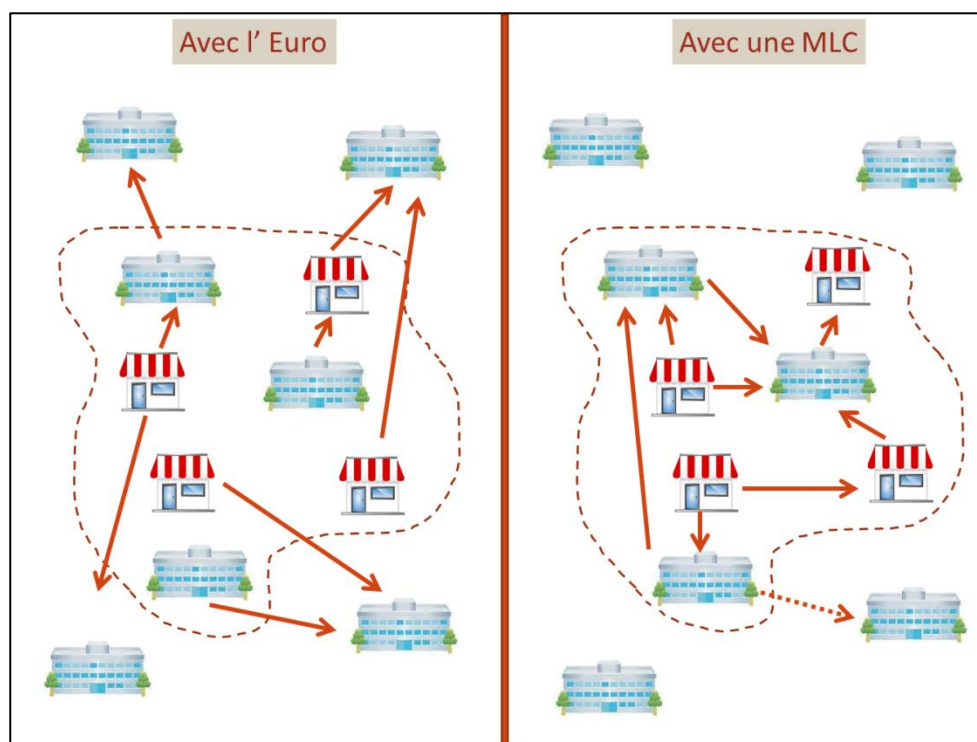
Si ces dispositifs sont en vogue, c'est notamment parce qu'ils portent des objectifs éthiques et locaux très forts.

## II. Des objectifs de développement territorial

### 1. Localiser les échanges

Le premier objectif des monnaies locales mis en avant est la localisation des échanges. En effet, dans une période où la délocalisation des entreprises, dans des pays où la main d'œuvre est moins chère, est un processus courant, les monnaies sociales cherchent elles à éviter cette fuite des activités économiques. En effet, puisqu'elles s'appliquent sur des territoires restreints, elles favorisent une production locale et une valorisation des ressources locales. Elles permettent également de limiter l'appauvrissement d'un territoire car, comme le montre Blanc (2007), « les transferts vers l'extérieur de revenus créés localement sont des facteurs d'appauvrissement », garder ces revenus sur le territoire permet donc de favoriser un développement local. Contrairement aux grandes entreprises qui ont souvent tendance à délocaliser leurs productions, ces monnaies locales visent à soutenir principalement un système de petites entreprises, d'artisanat et de commerces de proximité. Il s'agit donc de favoriser une économie de proximité et des circuits courts. L'idée, comme on peut le voir sur le schéma ci-contre, est donc de développer des relations entre les entreprises, commerçants et artisans locaux, afin d'avoir, le moins possible, besoin d'entreprises éloignées (pays étrangers ...).





**Figure 4 : Localiser les échanges par les monnaies locales**  
Réalisation : Eglantine HUE

Cependant, la question du territoire à laquelle est rattachée une MLC est une notion encore floue. En effet, les limites territoriales sont rarement définies pour une MLC. Elles s'appliquent généralement à l'échelle d'une communauté de communes, communauté d'agglomération ou de pays. Le Bou'sol s'applique par exemple sur la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, l'Edit sur la communauté de communes du Pays Roussillonnais et le Grain sur le pays de Ploërmel. Mais elles peuvent parfois dépasser ces frontières. L'Héol, à Brest, par exemple, après s'être développée sur Brest Métropole, a élargi sa zone d'influence sur la communauté de communes de Landerneau-Daoulas. De ce fait l'Héol a la possibilité de circuler sur une superficie de 590km<sup>2</sup>. Pour le Grain, qui s'applique sur le pays de Ploërmel, c'est 1 241 km<sup>2</sup> couvert.

La notion de territoire n'est donc pas fixée, c'est chaque groupe porteur de MLC qui définit sur quel territoire (commune, communauté de communes, quartier...) il souhaite développer la monnaie. On pourrait alors se demander dans quelle mesure un produit est dit « local ».

## **2. Dynamiser les échanges**

La dynamisation des échanges constitue le deuxième objectif des monnaies locales complémentaires. Elle résulte entre autres du premier objectif qui est la localisation des échanges. En effet, si le nombre de transactions des acteurs locaux n'augmente pas dans sa globalité, il augmente cependant dans le système local. De ce fait, la localisation des



échanges permet d'augmenter la production locale et donc d'augmenter le nombre d'emplois. Pour illustrer ce propos, prenons quatre entreprises (ou artisans/commerçants) A, B, C et D. Imaginons que C se fournisse chez A, et A se fournit chez B. D quant à lui se fournit à 400km de chez lui. Il souhaite se fournir dans une entreprise plus proche et C correspond à ce qu'il cherche. La production de C va donc augmenter, puisqu'il a un nouveau client important. Il aura donc besoin d'un ou peut-être deux nouveaux salariés et aura besoin de plus de matières premières, qu'il achète à A. La production de A va donc également augmenter de même que celle de B. La production locale augmente donc, alors que le nombre de transactions effectuées est le même, à la seule différence qu'elles ne sont réalisées qu'entre acteurs locaux.

La dynamisation des échanges correspond également à une rapidité d'échange dans le système, sans avoir recours à la possible accumulation de monnaie ou de spéculation, comme c'est le cas pour l'euro. C'est ce que montre le support de communication de l'Elef, monnaie locale de Chambéry. En effet, la MLC, en circulant dans une boucle fermée, ne peut pas « s'échapper » du territoire comme le ferait l'euro. La MLC est donc uniquement utilisée pour l'échange de biens et de services, alors que l'euro serait principalement utilisé sur des marchés financiers. Cette dynamisation dépend cependant de plusieurs facteurs. Tout d'abord, il est nécessaire de diversifier l'offre locale afin de diversifier les échanges et permettre de les dynamiser. La dynamisation passe également par différents mécanismes mis en œuvre afin de limiter la détention monétaire et donc favoriser sa circulation. Ces mécanismes seront développés plus tard.



Figure 5 : Support de communication de l'Elef sur la dynamisation des échanges  
Source : <http://www.lamonnaieautrement.org/elef>



### **3. Créer du lien social et transformer les pratiques**

La MLC est, en plus d'être un outil d'échange monétaire, un outil pédagogique. En effet, elle permet de faire prendre conscience aux consommateurs de l'impact de leurs achats et de se rendre compte de la façon dont circule la monnaie. En payant nos divers achats en monnaie nationale, on ne se rend pas nécessairement compte de l'utilisation qui en est faite ensuite. A travers la monnaie locale, il est possible de voir cette circulation dans le territoire.

Elle permet également un renforcement de la cohésion sociale. En effet, le fait d'adhérer à l'association et l'échange de monnaie locale permettent d'exprimer un sentiment d'appartenance à un groupe ainsi qu'une reconnaissance sociale par les autres acteurs de ce réseau. Elle vise également à créer de nouveaux contacts entre les différents utilisateurs. En effet, autre qu'un simple moment d'échange intéressé, les monnaies locales ont pour but de lier les utilisateurs par une idée de partage, selon Magnen (2015).

Enfin, la monnaie locale pourrait être porteuse d'un changement des représentations sociales de la monnaie. Comme le montre Tichit (2015), un contraste entre les citoyens et les adhérents d'un projet de monnaie locale est visible quant à leur représentation de la monnaie et de l'argent. Par exemple, alors qu'à la question « Que pensez-vous de la spéculation ? », 87% des adhérents à une monnaie locale répondent que c'est scandaleux, ils ne sont que 33% chez les citoyens non adhérents. Ces réponses sont à nuancer puisque seules quatre réponses étaient possibles, des réponses déjà orientées : « C'est une bonne chose ça récompense la prise de risque », « c'est normal, chacun essaie de tirer un profit », « Malheureusement on ne peut pas faire autrement » et « c'est scandaleux, ça ne devrait pas exister ». De plus, pour les citoyens non-adhérents, la monnaie ressort comme étant un élément lié à des institutions et à des symboles étatiques, alors qu'elle est plutôt liée au local pour les adhérents. Enfin, les adhérents semblent plus détachés du rapport entre la monnaie et le salaire ou le travail, tandis que c'est un élément qui ressort fréquemment dans le discours des citoyens. De ce fait, on se rend compte que les représentations sociales de la monnaie sont bien différentes entre les différents groupes de citoyens. L'évolution de ces représentations de la monnaie est nécessaire pour comprendre le système financier actuel et faire prendre conscience aux ménages que des changements ne se réaliseront pas sans des actions citoyennes.

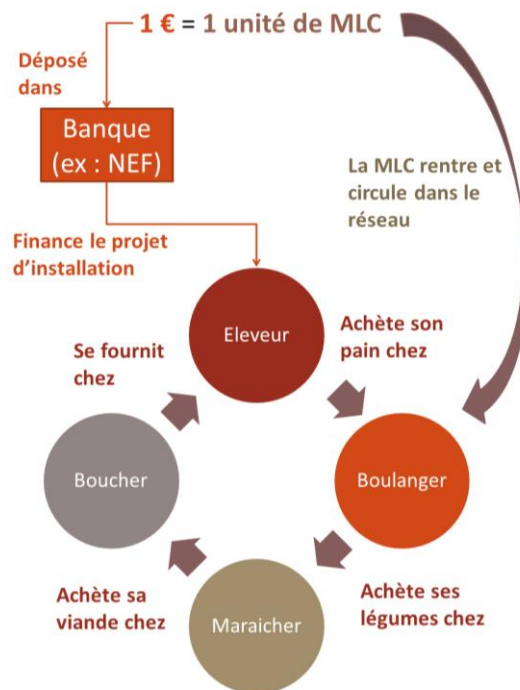
### **4. Financer des projets localisés sur le territoire**

Enfin, le dernier objectif des monnaies locales, bien qu'il ne soit que rarement mis en avant par la littérature, est de financer des projets localisés sur le territoire. En effet, il n'est pas nécessairement l'objectif majeur de ces monnaies mais peut malgré tout être un facteur de développement territorial non négligeable.

De par l'échange de monnaie nationale en monnaie locale, un dédoublement monétaire se réalise alors, on peut donc considérer que l'argent est utilisé deux fois. Tout



d'abord, la monnaie locale circule après avoir été échangée contre des euros. D'autre part, les euros récupérés par l'échange constituent une masse monétaire, qui est un fonds de réserve dans une banque éthique ou locale, qui est La Nef dans la majeure partie des monnaies locales, permettant alors de financer la création ou l'installation d'entreprise (dans l'exemple qui suit c'est un éleveur) qui prendra part dans le réseau de professionnels de la monnaie locale. C'est notamment le cas pour l'Eusko, monnaie locale basque, qui a investi 80 000 € dans deux entreprises, et qui peut encore investir 330 000€ dans des projets structurants. Ce système est illustré dans le schéma ci-après. Lorsqu'un euro est échangé contre une unité de MLC, il est déposé dans une banque solidaire et éthique. Le fonds constitué par ces euros permet de financer l'installation de nouveaux acteurs, ici dans l'exemple un éleveur. Ce nouvel acteur fait donc partie du réseau de professionnels adhérents à la MLC. D'autre part, l'unité de MLC obtenue suite à la conversion va entrer dans le réseau, l'adhérent va la dépenser chez un commerçant, ici le boulanger et la monnaie va ensuite circuler dans le réseau. Lorsqu'un projet est financé, il faut cependant être conscient qu'il est important que celui-ci prenne ensuite part au réseau afin de soutenir le développement local et la circulation de la monnaie locale, grâce à laquelle il a pu se construire.



**Figure 6 : Schéma explicatif du dédoublement monétaire**  
**Réalisation : Eglantine HUE**

Afin de pouvoir répondre à ces différents objectifs, les MLC ont développé des mécanismes et elles répondent à des principes précis.



### **III. Différents principes caractéristiques**

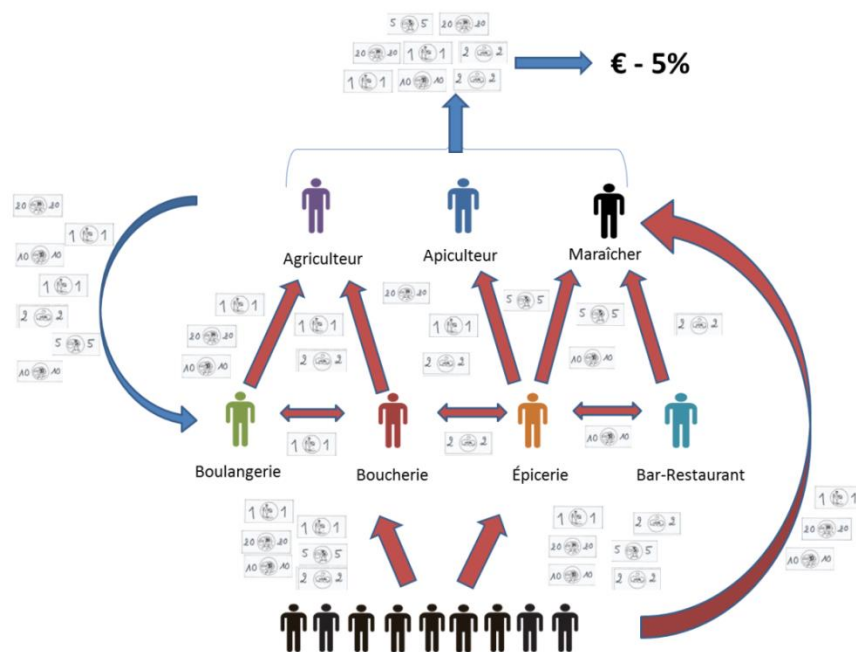
#### **1. La convertibilité**

Comme dit précédemment, la monnaie locale ne vise pas à remplacer la monnaie nationale, ici l'euro, mais plutôt à la compléter. Lorsqu'on souhaite obtenir un certain montant de monnaie locale, il faut l'échanger avec le même montant de monnaie nationale. De ce fait, on a une conversion de 1 pour 1, c'est-à-dire qu'un euro = 1 unité de monnaie locale. La somme de monnaie locale en circulation correspond de ce fait à celle de monnaie nationale échangée. Pour certaines monnaies locales complémentaires sur le territoire français, un bonus de conversion existe. C'est notamment le cas pour la Gabare de Tours, pour laquelle un bonus de conversion de 2% a été instauré. Cela signifie que changer 100€ permet d'obtenir 102 Gabares. Ces 2% peuvent être pris par l'adhérent ou bien celui-ci peut décider de les reverser à une association locale agréée de son choix. Dans ce cas, il n'obtiendra que 100 Gabares. Cela permet donc de favoriser le soutien aux organismes locaux.

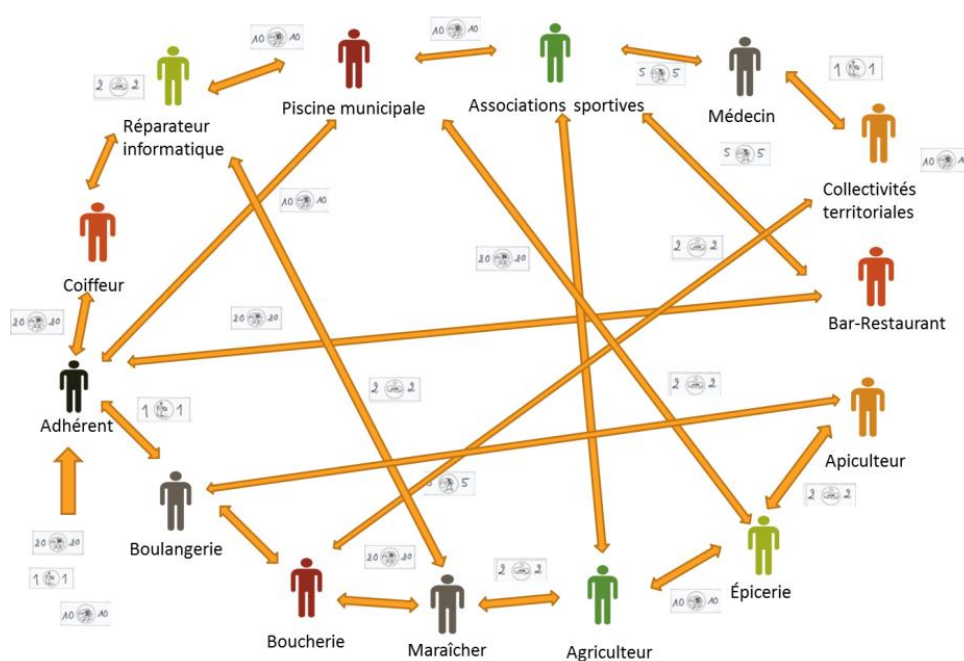
Si dans le sens monnaie nationale-monnaie locale, la conversion est généralement paritaire, elle ne l'est pas pour la reconversion de monnaie locale en monnaie nationale. En effet, une pénalité s'applique lorsque les professionnels souhaitent échanger la monnaie locale en monnaie nationale. Cette pénalité a été mise en place afin d'éviter la sortie de la monnaie locale et ainsi favoriser le dynamisme des échanges. Le taux de reconversion est généralement de 5%.

La reconvertibilité limitée ou parfois même impossible peut toutefois avoir des limites. En effet, cela nécessite un réseau de professionnels développé, dit profond, regroupant des commerces, artisans, services (à la personne ou publics) afin de former un véritable circuit fermé permettant à la monnaie de revenir à sa source (l'adhérent deviendrait alors consommateur et producteur à la fois). Si le réseau est limité, l'acteur en bout de chaîne se voit dans l'obligation de reconvertir la monnaie, ce qui le pénaliserait et donc ne favoriserait pas l'adhésion des professionnels au réseau, le taux de reconvertibilité étant considéré comme une perte. Ces deux différences liées à la taille du réseau sont schématisées ci-dessous.





**Figure 7 : Circulation de la monnaie lorsque le réseau est limité**  
**Réalisation : Eglantine HUE**



**Figure 8 : Circulation de la monnaie lorsque le réseau est profond**  
**Réalisation : Eglantine HUE**

Afin d'obtenir ce circuit, la collectivité a un rôle important à jouer. En effet, la possibilité d'offrir des prestations de services payables en monnaie locale ainsi que de payer une partie des impôts avec permettrait aux professionnels qui étaient auparavant en bout de chaîne d'utiliser leur monnaie locale en la réintroduisant dans le circuit. Celle-ci pourrait ensuite à nouveau circuler en payant par exemple une partie des salaires des employés de la collectivité. Le développement de la monnaie locale peut donc se faire qu'en impliquant



dans le processus trois types d'acteurs que sont les habitants, les artisans, commerçants, entreprises et services ainsi que les collectivités locales. C'est notamment le cas dans la ville de Bristol, où la monnaie locale, la Bristol Pound, a été lancée en 2012<sup>4</sup>. La ville a accepté que les taxes locales soient payées avec cette monnaie, mais il est également possible pour les habitants de payer certains services avec, tels que les transports, ou encore les factures d'électricité. Le maire touche également son salaire en Bristol Pounds. Aujourd'hui, le réseau compte presque 800 professionnels. On voit donc ici l'importance de l'implication des collectivités dans le développement de cette initiative.

## **2. La fonte**

Les monnaies locales, afin de favoriser une dynamique dans les échanges, sont généralement des monnaies fondantes. La fonte d'une monnaie correspond, selon Dupré, Longaretti et Servet<sup>5</sup>, à la perte régulière de la valeur de la monnaie si elle n'est pas utilisée. Cette propriété de la monnaie a pour but d'éviter une accumulation de la monnaie et de favoriser sa circulation, permettant ainsi de dynamiser les échanges. La monnaie se déprécie avec le temps, les billets ont tous une durée de validité. Cette durée est variable selon les associations, elle est par exemple de 6 mois pour la Gabare (monnaie locale de Touraine), trimestrielle pour l'Héol (monnaie locale de Brest) ou encore de 9 mois pour le Stück (monnaie locale de Strasbourg). Les billets perdent 2% de leur valeur à la fin de leur période de validité. Afin de retrouver leur valeur, l'achat d'un timbre de la valeur de 2% du billet est nécessaire. Cette fonte peut parfois être ressentie comme une pénalité pour les professionnels si les utilisateurs dépensent leurs billets à des dates proches de la limite de validité. Par exemple, si un particulier a en sa possession un billet de monnaie locale dont la validité prend fin le 30 juillet et qu'il l'utilise donc le 29 juillet au soir dans un magasin, celui-ci n'aura pas nécessairement la possibilité de le remettre en circulation avant le lendemain, et les frais seront alors à sa charge alors qu'il n'avait pas d'intention de garder et accumuler cette monnaie. De ce fait, certaines monnaies locales offrent aux professionnels la possibilité de se fournir des timbres gratuitement afin de remettre les billets en service. C'est le cas notamment pour la Gabare.

Cependant, si cette fonte est parfois vue comme une incitation à la consommation, elle est plutôt le moyen incitatif d'utiliser les monnaies locales plutôt que les monnaies nationales lors de certains achats. En effet, à choisir entre dépenser un billet de monnaie locale ou de monnaie nationale et en voyant la date de validité d'un billet approché, la volonté de le faire circuler afin de ne pas payer de timbre sera plus importante.

---

<sup>4</sup> Vidéo *Monnaies locales : elles dopent le petit commerce*, Tout Compte Fait

<sup>5</sup> Dans Fonctions valeurs et leviers d'une monnaie alternative pour une transition à la durabilité territoriale. 5<sup>e</sup> congrès de l'Association Française d'Economie Politique (AFEP) " L'économie politique de l'entreprise : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives "



### **3. La charte et l'adhésion**

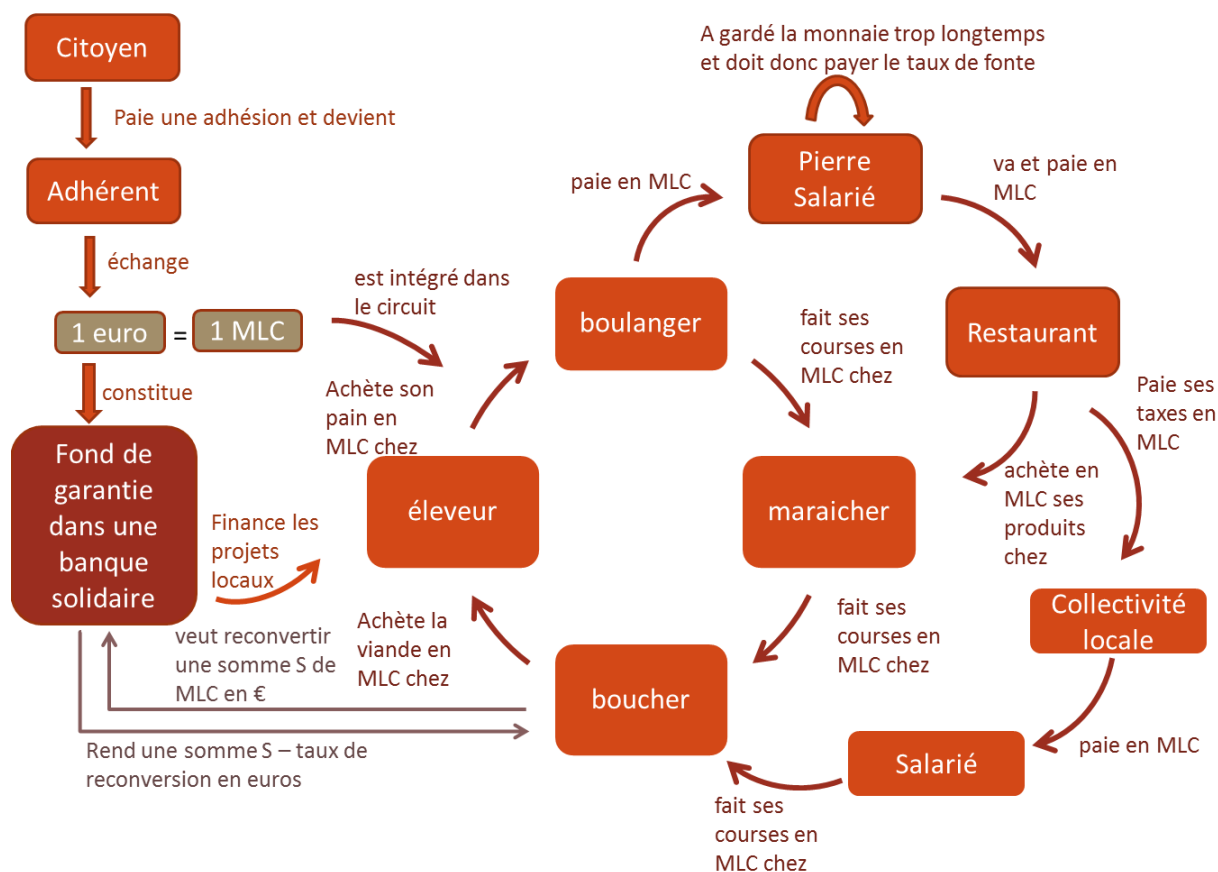
L'utilisation de la monnaie locale implique deux choses : la signature d'une charte et l'adhésion à l'association.

La Charte des MLC permet de définir les valeurs portées par le dispositif de monnaie locale, ainsi que ses objectifs. Selon Derudder (2014), cela incite non pas simplement une redynamisation des échanges locaux, mais cela redonne du sens à l'économie locale. Les professionnels faisant partie du réseau d'une monnaie locale doivent donc respecter ces valeurs et objectifs et évoluer dans cette même éthique. La signature de la charte permet également de garantir aux adhérents que la production est locale. Elle donne également au professionnel l'image positive d'un acteur s'intégrant et s'impliquant dans son territoire, même aux yeux des personnes ne faisant pas forcément partie du réseau, des touristes de passage par exemple.

Enfin, pour les particuliers souhaitant utiliser la monnaie locale, une adhésion annuelle à l'association porteuse du projet est nécessaire. En effet, le projet de monnaie locale étant porté par des associations, une adhésion formelle est nécessaire afin de faire partie du réseau. Ces adhésions permettent notamment de soutenir financièrement la gestion de cette monnaie, l'impression des billets, ainsi que les possibles bonus de conversion. Cependant, cette adhésion est variable selon les monnaies. Certaines sont fixes, comme par exemple pour la Gabare, avec une adhésion de 5€. D'autres prennent en compte les capacités financières des citoyens et donnent plutôt des fourchettes, laissant le choix aux adhérents de décider du montant qu'ils souhaitent verser, comme l'Eusko pour lequel le montant de l'adhésion est compris entre 5 et 20€. Enfin, certaines laissent les adhérents complètement libres du montant qu'ils souhaitent verser comme c'est le cas pour l'Héol (minimum d'un euro). Cette liberté de décider le montant de l'adhésion permet donc à tous les citoyens de participer à ce projet, les plus comme les moins aisés, correspondant fortement à une idée de développement soutenable. Cela offre donc la possibilité à chaque citoyen de s'investir et d'évoluer dans ses perspectives de développement local.

Les professionnels doivent également adhérer à l'association, les montants étant généralement plus élevés, elle est par exemple comprise entre 60 et 240€ par an pour l'Eusko.





**Figure 9 : Schéma de fonctionnement global d'une MLC dans l'idéal**  
Réalisation : Eglantine HUE

Telles que présentées précédemment, et dans la théorie, les monnaies locales ont pour vocation de faire renaître le local et l'identité territoriale, en relocalisant et dynamisant les échanges, mais aussi en transformant la représentation que la société se fait de la monnaie et de son utilisation. Elles ont donc un rôle dans le développement durable des territoires puisqu'elles agissent sur les piliers économiques, environnementaux et sociaux. Cependant, comme le souligne Blanc<sup>6</sup> (2016), le bilan six ans après l'émergence des premières monnaies reste mitigé. La prochaine partie vise donc à essayer de déterminer les limites des dispositifs en place.

#### IV. Une réalité différente de la théorie ?

##### 1. Des MLC qui ne se développent pas tant que cela

Bien qu'un certain nombre de monnaies locales soient aujourd'hui en circulation, leur développement interne est généralement limité. En effet, l'Eusko (Pays Basque), lancé en 2013, a le réseau le plus grand de France avec aujourd'hui 3 000 adhérents et plus de 600

<sup>6</sup> Dans *Les monnaies locales : un bilan d'étapes*, 2016



prestataires. En correspondance avec ce réseau, c'est un total de 460 000<sup>7</sup> euskos qui circulent. Le Sol-Violette représente également l'une des images fortes des MLC en France. En effet, fin 2015, elle regroupait 2 156 adhérents et 206 prestataires pour une circulation totale de 42 225 sols-violette. La Gonette (région lyonnaise) a également créé un fort engouement depuis son lancement en 2015 puisqu'elle compte 2600 adhérents pour 180 prestataires et une masse monétaire en circulation de 80 000 gonettes. Cependant, si ces monnaies se sont bien développées, elles figurent comme des exceptions dans l'ensemble des MLC françaises. En effet, l'Abeille, qui constitue la MLC la plus ancienne, ne recense qu'un total de 166 prestataires. La Maillette, MLC du pays de Rance, lancée en 2014, peine par exemple toujours à s'agrandir. En mars 2016, l'association comptait seulement une petite centaine d'adhérents, 45 prestataires pour une masse monétaire en circulation de 5 000 maillettes. Fin 2015, la Pêche (Ile de France) comptait 200 adhérents et 60 prestataires alors qu'elle a été lancée en juin 2014. Cela représente moins que la Gabare par exemple, lancée en septembre 2016 et qui comptait déjà 72 prestataires et 360 adhérents deux mois après. Si les monnaies locales créent généralement un fort engouement lors de leur lancement, leur évolution au cours du temps n'est pas aussi positive.

## **2. Des objectifs plus ou moins atteints**

La question est maintenant de savoir si, malgré la petite taille de certains dispositifs, les objectifs présentés comme étant fondamentaux pour les MLC sont vraiment atteints dans les dispositifs actuels.

Pour l'objectif de localisation des échanges et le soutien aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'à l'artisanat, l'objectif semble atteint. En effet, lorsqu'on regarde l'ensemble des prestataires des différentes MLC françaises, à partir des listes de partenaires disponibles sur les sites des MLC, on peut très vite se rendre compte que les prestataires sont des locaux. En effet, aucune grande enseigne n'y figure, si ce n'est des Biocoop. Leur présence pourrait d'ailleurs être remise en question. En effet, alors que les MLC cherchent à valoriser la production locale, un grand nombre de références dans les Biocoop sont, certes bio, mais pas locales. Cependant, elles ne sont pas en contradiction avec les chartes, qui ne sont pas souvent développées et strictes sur l'origine des produits... Il serait donc peut-être nécessaire que ces chartes soient plus précises afin de ne pas permettre de perdre les utilisateurs sur le sens donné à la MLC. Malgré cela, les MLC permettent d'identifier et de mettre en avant les petites entreprises et artisans présents sur le territoire.

La dynamisation des échanges et la circulation de la monnaie reste quant à elle à nuancer. En effet, même si la masse monétaire en circulation dans certains dispositifs est importante, il n'en reste pas moins que les prestataires ont souvent recours à la reconversion. Si dans certains dispositifs, des changements dans les habitudes des prestataires ont été observés (Blanc, 2016), ces derniers modifiant leurs fournisseurs afin de

---

<sup>7</sup> Selon leur Assemblée Générale de 2016



se tourner vers des professionnels faisant partie du réseau, cela reste limité dans d'autres cas. Malgré des outils mis en place dans la majeure partie des MLC pour limiter la reconversion (tels que les taux de reconversion compris entre 1 et 5%), le montant reconverti peut parfois atteindre 50% de la masse monétaire échangée. Pour la Doume (Puy-de-Dôme) par exemple, en novembre 2016, sur les 157 452 doumes échangées, 86 722 sont actuellement en circulation alors que 70 730 ont été reconverties, soit 45% des doumes échangées. De même pour le Sol-violette, si 42 225 sols étaient en circulation fin 2015, 30 321 avaient été reconvertis. Il est donc encore nécessaire que les réseaux s'élargissent et que les producteurs puissent trouver des fournisseurs locaux mais également d'autres professionnels chez lesquels ils pourront dépenser leurs billets.

Il me semble que cet élargissement professionnel du réseau dépend de l'implication citoyenne dans les projets et du nombre d'adhérents aux associations. En effet, l'adhésion étant également payante pour les professionnels, ces derniers s'engagent parfois seulement lorsqu'ils savent que la monnaie locale sera un moyen d'échange important dans leur commerce. Si l'utilisation de monnaie locale ne touche qu'un très faible pourcentage de leur clientèle, ils ne verront pas nécessairement l'utilité d'adhérer à ce réseau. Il est donc nécessaire que le réseau d'adhérents soit développé. C'est ce qui constitue le troisième objectif qui est de transformer les pratiques sociales et la représentation que l'on a de la monnaie. Or, une interrogation porte sur cet objectif. En effet, on a pu voir que les MLC ne se développaient pas de façon constante au cours du temps, et le nombre d'adhérents ne représente souvent qu'une faible part de la population. Manque d'information et de communication ? Manque d'intérêt à long terme de la population ? On peut se demander si ces projets n'impliquent finalement pas uniquement des personnes déjà sensibilisées au « consommer local ».

### **3. Problématique et hypothèse**

Comme on a donc pu le voir, même si les MLC font actuellement face à certaines limites, elles présentent certains bénéfices qu'il serait dommage de négliger. En effet, bien que les difficultés financières pour lancer des projets de MLC empêchent parfois leur bon fonctionnement, l'implication et l'investissement des collectivités pourraient palier à ce problème. Pour Kalinowski (2014), seule l'implication des collectivités, permettant par exemple de s'acquitter d'une partie des impôts en monnaie locale, pourra « modifier la vie économique des territoires ». L'implication des collectivités pourrait également développer et approfondir le réseau de professionnels en proposant des services payables en MLC, puisqu'en effet, c'est actuellement les réseaux trop peu développés des MLC qui sont un frein à leur développement. Ensuite, une limite importante est la part de la population touchée par ces dispositifs. En effet, alors qu'elles sont dites « citoyennes » ou « sociales », une large partie de la population ne se sent pas concernée ou n'a pas encore les moyens de se munir de MLC.



En parallèle des difficultés rencontrées par les MLC, il n'en reste pas moins qu'elles présentent des bénéfices. Tout d'abord, elles permettent de recréer le lien social perdu au cours des années, les citoyens devenant de plus en plus individualistes. Elles permettent également de renforcer l'identité territoriale et culturelle. C'est notamment ce qu'a très largement souhaité le groupe porteur de l'Eusko. En effet, en plus d'être une monnaie locale, elle vise également la mise en valeur et la conservation de la langue basque, à travers des traductions systématiques par exemple. Enfin, elle permet d'aider les associations locales à se développer ainsi que des projets à naître. Pour aider ces projets locaux à se monter, ce sont les taux de reconversion, l'adhésion et la conversion de monnaie qui sont notamment utilisés. Les projets viennent également élargir le réseau de professionnels et touchent alors plus d'acteurs, à la base « simples » citoyens. Ces projets locaux sont donc des moyens pour les MLC de palier leurs lacunes et de se développer. Cependant, aucune étude n'a actuellement été menée sur les projets issus des MLC. Une question se pose alors :

**Alors que de nombreux types de financements participatifs et solidaires existent, les monnaies locales constituent-elles un véritable moyen de financement des projets locaux et quels sont ceux qu'elles soutiennent ?**

On entend ici par soutien le soutien financier qu'une MLC peut apporter à un entrepreneur, artisan, commerçant... De nombreuses questions restent actuellement floues sur ce soutien financier : Comment les projets sont-ils choisis ? Doivent-ils répondre à des critères particuliers et si oui, qui les détermine : les MLC, les banques éthiques, les deux ? Quelle part de l'investissement est réalisée par les MLC ? Comment sont financés ces projets ?

Nous prendrons par la suite comme hypothèse que les monnaies locales sont un véritable moyen de financer des projets locaux.



## Partie 2 : Cas d'étude et Méthodologie

### I. Présentation des terrains d'étude

Pour la deuxième partie de ce projet de recherche, j'ai décidé de m'intéresser à quatre monnaies locales complémentaires françaises que sont l'Eusko, la Gabare, l'Héol et la Muse.

#### ♦ Eusko :

L'Eusko est la monnaie locale du Pays Basque. Après avoir été lancée en janvier 2013, elle a pris, en un an, le statut de première monnaie locale française et devient un exemple pour les suivantes. Basée à Bayonne, elle a été initiée par l'association nommée Euskal Moneta. En plus de favoriser l'économie locale sur le territoire basque, l'Eusko porte également une forte valeur culturelle puisque la monnaie a également pour but de promouvoir la langue basque. C'est donc une identité locale forte qui est mise en avant grâce à ce dispositif, et ce qui fait probablement son succès. Forte d'un réseau de plus de 600 professionnels, l'association compte 3 000 adhérents et presque 500 000 euskos en circulation.

#### ♦ Gabare :

La Gabare est la monnaie locale de la Touraine. Lancée par l'association « Les Planches à Gabare » en septembre 2016, elle compte déjà, fin février 2017, 135 prestataires professionnels et plus de 380 adhérents pour un total de presque 22 000 gabares en circulation. Elle circule sur le territoire de l'Indre et Loire et principalement dans l'agglomération de Tours. L'association a fait le choix de se lancer sans aucune subvention publique mais en faisant appel à un financement participatif afin de prouver qu'une initiative associative peut réussir sans subvention. De ce fait, le financement participatif et citoyen est quelque chose qui est cher aux yeux de l'association.

#### ♦ Héol :

L'Héol est la monnaie locale de Brest et des alentours puisqu'elle circule sur un territoire regroupant plusieurs communautés de communes. Elle a été lancée en janvier 2012 et comptabilisait, fin 2016, 102 prestataires et 913 adhérents. 57 500 Héols étaient en circulation en 2016, alors qu'elles étaient que 33 000 en 2015. L'Héol a été un projet porté par l'Adess (Association de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire), puis est devenue une association. Elle a donc été initialement financée grâce à des subventions.

#### ♦ Muse :

Enfin, la Muse (signifiant Monnaie à Usage Solidaire et Ecologique), portée par l'Association « Agir pour la transition », a également vu le jour en 2012. L'épicentre du territoire sur lequel elle circule se trouve à Mûrs-Erigné, dans le Maine-et-Loire, et la



monnaie circule notamment dans la ville d'Angers. Entre 25 000 et 30 000 muses sont actuellement en circulation, 113 professionnels font partie du réseau et en 5 ans, 400 personnes ont adhéré au moins une fois.

## **II. Justification des terrains d'étude**

Le choix de ces quatre cas d'étude n'est pas complètement anodin.

Tout d'abord, si ces monnaies ont été choisies, c'est qu'elles affichaient toutes les quatre, et notamment sur leur site internet, leur objectif de financer des projets dits éthiques, innovateurs, solidaires... De ce fait, on peut imaginer qu'elles participent à des financements de projets.

Le second critère de sélection a été la distance entre chaque monnaie locale. En effet, les deux plus proches, que sont la Gabare et la Muse, sont séparées par 130 km entre les villes principales de chacune. Bien qu'elles circulent sur un territoire proche, elles sont dans deux départements différents et de ce fait, n'agissent pas sur le même territoire. L'Eusko et l'Héol, se trouvant respectivement au Pays Basque et en Bretagne, sont également suffisamment éloignées pour ne pas interagir. De ce fait, de par leur distance, on peut se douter qu'elles n'impactent pas les unes sur les autres. Par exemple, les projets soutenus par l'une ne pourraient pas être soutenus par l'autre, elles sont donc indépendantes les unes des autres.

Ensuite, les monnaies choisies n'ont pas toutes été lancées la même année. Il y a par exemple quatre années qui séparent le lancement de l'Héol et celui de la Gabare. Cette différence pourra donc peut-être me permettre de déterminer si le financement de projets dépend de l'expérience des monnaies. De plus, si deux ont la même durée de vie (la Muse et l'Héol), cela pourra éventuellement permettre de comparer les deux et ainsi de déterminer si la durée de vie d'une monnaie est un critère déterminant pour le financement de projets.

Les monnaies locales étudiées ont également des valeurs de monnaie en circulation très variées, entre 20 000 et presque 500 000 euros convertis. Cette large différence peut également être un élément impactant le financement de projets, il peut donc être intéressant de voir les différences entre les extrêmes, mais aussi entre deux monnaies qui ont presque la même valeur de monnaie en circulation, comme c'est le cas pour la Gabare et la Muse.

## **III. Méthodologie de récolte des données**

Afin d'obtenir les données nécessaires afin de répondre à la problématique, deux méthodes ont été employées. La finance de projets par les monnaies étant très peu étudiée, l'étude de documents n'était pas envisageable. De ce fait, j'ai décidé de me tourner directement vers les associations qui gèrent les monnaies locales, afin d'obtenir leur point de vue et leur façon de gérer la finance des projets.



Pour ce faire, j'ai donc décidé de procéder par entretien semi-directif. Grâce à des recherches effectuées au préalable, j'avais préparé un questionnaire assez ouvert mais me permettant de guider l'échange afin d'avoir les mêmes informations pour pouvoir comparer par la suite les résultats. Au fil des entretiens, de nouvelles questions ont tout de même pu apparaître, notamment après le premier, qui a soulevé d'autres questionnements. Pour l'Héol et la Muse, les entretiens se sont déroulés par téléphone du fait de la distance et des emplois du temps difficilement compatibles pour se rencontrer. La Gabare étant la monnaie de Tours, j'ai donc pu rencontrer directement le coordinateur de l'association "Les planches à Gabare", porteuse de la Gabare afin de mener cet entretien et de pouvoir discuter directement avec lui de la position de la Gabare vis-à-vis du financement de projet. Enfin, pour l'Eusko, il était compliqué pour eux de m'accorder du temps dans un délai aussi court, d'autant qu'ils se trouvaient en pleine campagne de présentation de leur monnaie électronique lancée le 19 Mars, et je n'ai donc pas pu obtenir d'informations directement.

De ce fait, j'ai décidé de récolter d'autres données notamment grâce aux différentes sources disponibles sur Internet. Ces recherches m'ont permis à la fois de compléter les informations obtenues grâce aux entretiens, mais aussi de récolter les informations manquantes, que ce soit sur le fonctionnement des financements par l'Eusko ou encore sur les banques solidaires où se trouvent les fonds de garantie des MLC.



## Partie 3 : Résultats et analyse des données

### I. Des projets indirectement financés par la NEF

#### 1. le principe de la NEF :

Les monnaies locales constituent toutes des fonds de garantie, c'est-à-dire, comme dit précédemment, des fonds regroupant tous les euros obtenus contre remise de monnaies locales. Ces fonds sont généralement déposés dans des banques dites « éthiques », que sont, pour les trois principales choisies par les monnaies locales, la NEF, le Crédit Coopératif et le Crédit Municipal. Dans le cadre des monnaies étudiées, elles ont toutes leur fonds de garantie à la NEF. Il semble donc important de s'intéresser au fonctionnement de cette dernière. Les fonds de garantie sont principalement des Livrets Nef OSBL (Organismes Sans But Lucratif) qui permettent donc de disposer de l'argent placé à tout moment.

Créée en 1978, la NEF était à l'origine une association, et est passée en Société financière en 1988. La NEF exerce à la fois une activité d'épargne mais aussi de crédit. Grâce aux épargnants, la NEF peut en effet proposer des crédits à des porteurs de projets dans les secteurs de l'environnement, de la culture et du social.

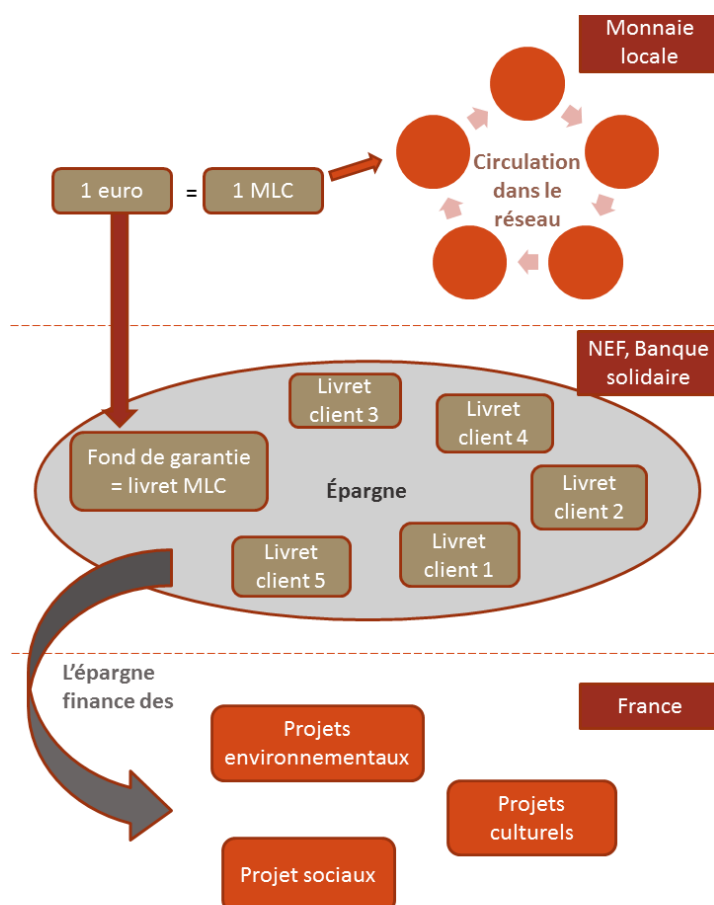


Figure 10 : Financement des projets à travers la NEF



Fin 2015, la NEF comptabilisait un total de 5300 prêts depuis le début de son activité, et 358 pour l'année 2015 uniquement. Le secteur de l'écologie est le secteur le plus financé puisqu'il représentait 68% du montant total des prêts en 2015.

Il est à noter que les monnaies locales restent dépendantes d'un système bancaire, bien que ce soient des banques éthiques et solidaires. En effet, elles doivent déposer leur fonds de garantie dans un établissement financier. Les MLC ont émergé en critique au système financier et économique mais elles ne peuvent pas complètement l'éviter. Les banques solidaires sont donc une alternative à des institutions bancaires classiques.

## **2. un financement peu satisfaisant pour les monnaies locales**

Bien que la NEF soit un moyen de financer des projets éthiques et solidaires, qu'ils touchent au domaine du social, de l'écologie ou du culturel, les monnaies locales semblent être moyennement satisfaites de cette façon de soutenir les projets. En effet, à travers ce système, la NEF détermine les projets qu'elle finance. Comme le souligne Stéphane Sandeau Gruber, de l'association les Planches à Gabare,

*« on utilise la mutualisation bancaire via la NEF pour simplement fournir les euros du fonds de garantie sur un compte spécifique que la NEF utilise comme tous ses comptes pour financer des projets et on a une transparence sur les projets financés [...], ça reste de la mutualisation, c'est l'ensemble des fonds qui financent l'ensemble des projets. Sauf qu'il y a simplement une transparence. ».*

En effet, les monnaies locales peuvent, de ce fait, dire qu'elles soutiennent des projets locaux, mais elles font simplement partie des contributeurs qui ont permis de financer tel ou tel projet dans la région ou dans la France entière. La transparence exprimée par Stéphane Sandeau Gruber correspond au fait que la NEF propose à ses clients de consulter comme ils le souhaitent la liste des projets financés. Cependant, Jürgen Bartelheimer, trésorier de l'association « Agir pour la transition » qui gère la Muse, soulève quant à lui un manque de droit de regard sur les projets financés. Parmi tous les projets financés, les monnaies locales ne savent de ce fait pas lesquels elles ont pu financer et à quelle hauteur elles ont pu le faire.

Malgré les quelques limites soulevées, la NEF permet cependant un premier financement de projets pour les monnaies locales. En effet, bien qu'elle ne puisse pas choisir les projets soutenus, chaque monnaie locale soutient des projets grâce à son compte à la NEF. Les MLC peuvent ouvrir un compte à la NEF dès 10€, de ce fait, même les moins développées, c'est-à-dire ayant peu de monnaie en circulation, peuvent contribuer, ne serait-ce qu'un petit peu, au lancement de projets éthiques.

En plus de cette finance éthique, que l'on pourrait qualifier d'indirecte, certaines monnaies locales souhaitent réaliser des financements citoyens et éthiques directs.



## **II. Une volonté de financer des projets directement plus ou moins affirmée....**

### **1. la difficulté de se financer et donc de financer des projets**

Actuellement, pour certaines monnaies locales, et bien que ce soit un de leurs objectifs affichés sur leur site, le financement de projets locaux n'est pas une préoccupation actuelle. C'est par exemple le cas de l'Héol. Bien que la monnaie ait été lancée en 2012, l'association a aujourd'hui encore des difficultés à s'assumer financièrement. De ce fait, financer des projets à travers des prêts est aujourd'hui inimaginable. L'association espère un jour pouvoir en financer, et alors chercher les possibilités qui s'offrent à elle pour le faire, mais aujourd'hui, il n'y a pas de réflexion ouverte sur le sujet, pas de démarche ni de modèle économique défini.

### **2. la timidité vis-à-vis de la légitimité**

Pour d'autres MLC, le financement de projets se fait aujourd'hui timidement. En effet, il apparaît parfois que l'importance de financer des projets ne soit pas la même aux yeux de tous les membres de l'association. De ce fait, il est difficile de réellement financer des projets. C'est par exemple le cas de la Muse, qui a aujourd'hui aidé un projet à se monter et en aide un actuellement. L'association se trouve aujourd'hui confrontée à un flou législatif car elle ne sait pas si elle a réellement le droit de financer des projets mais si elle ne le fait pas, elle se trouve en défaut de légitimation puisqu'elle évoquerait alors sur son site internet et dans sa communication le financement de projets sans réellement le faire. Ce vide législatif entraîne donc une certaine retenue de la part d'une large partie des membres de l'association, de peur d'être dans l'illégalité et donc de mettre leur responsabilité en jeu.

Cela souligne donc un manque dans la loi, ou peut-être un manque de clarté sur la façon dont les monnaies locales pourraient financer les projets. Pourtant, des MLC ont trouvé le moyen de financer des projets directement.

### **3. le besoin de s'appuyer sur d'autres acteurs**

La NEF propose aujourd'hui une alternative à son fonctionnement habituel. En effet, elle a mis en place une initiative nommée « Près de chez moi ». Celle-ci correspond à une plateforme de financement participatif par prêt. Il a par exemple été proposé à la Gabare de déposer l'argent sur un compte à terme afin de le diriger spécifiquement vers un projet choisi par l'association.



**Initiative « Prêt de chez moi » :**

Les projets doivent être portés par des professionnels souhaitant créer ou développer une activité et dont le besoin financier est compris entre 10 000 et 200 000€ pour pouvoir demander le financement participatif.

La plateforme permet des prêts à taux zéro puisque les épargnants ne sont pas rémunérés. Cependant, cela implique malgré tout un coût financier pour les porteurs de projet, puisqu'il y a des frais de service, élevés à 9,50% du prêt.

Les prêts sont compris entre 3 et 7 ans généralement. Pour les financeurs, le montant minimal à épargner est de 250€ en créant un compte à terme. Un épargnant peut financer plusieurs projets, en créant plusieurs comptes à terme (un projet = un compte à terme).

L'épargnant est sûr de récupérer l'argent, puisque c'est la NEF qui prend en charge le risque de non remboursement (établissement de crédit agréé). L'engagement à la fois du porteur de projet et de l'épargnant permet d'établir un lien entre les deux.

En effet, le premier doit fournir une situation économique de son projet tous les ans après le montage du projet. Les épargnants peuvent donc suivre son évolution. A l'inverse, l'épargnant peut quant à lui informer et faire parler du projet dans son réseau. Enfin, la NEF peut fournir aux porteurs de projets la liste de leurs financeurs afin de leur proposer d'éventuelles contreparties. Cela permet donc une certaine reconnaissance envers les épargnants.

Après plus de deux ans d'expérimentation en Rhône-Alpes et 11 projets soutenus et presque 159 000€ apportés, la plateforme s'est étendue à l'ensemble de la France en mars 2017. Il peut donc aujourd'hui être proposé aux monnaies locales de prêter de l'argent à des projets.

Cela permet donc aux monnaies locales de choisir les projets à financer, afin que ces derniers soient au plus proche des valeurs portées par la monnaie. Cependant, bien que cette possibilité existe et que certaines monnaies pensent financer des projets grâce à cette plateforme (par exemple la Gonette à Lyon), des monnaies locales cherchent des façons similaires de financer les projets, sans passer par la NEF.

L'association Les Planches à Gabare est aujourd'hui en pleine réflexion sur le sujet. En effet, des plateformes de financement participatif par prêt existent déjà. Stéphane Sandeau Gruber cite notamment Blue Bees, plateforme de financement participatif pour l'agriculture et l'agro-écologie. L'idée serait donc de se tourner vers ces plateformes de financement participatif par prêt afin de soutenir des projets. Cependant, il est également nécessaire de trouver des organismes pouvant assumer le « risque » du prêt, c'est-à-dire la sécurisation du prêt et l'assurer.



Comme le dit Stéphane Sandeau Gruber :

« On peut tout à fait prêter de l'argent seulement, nous, notre obligation c'est d'être sûr de récupérer la somme au final ».

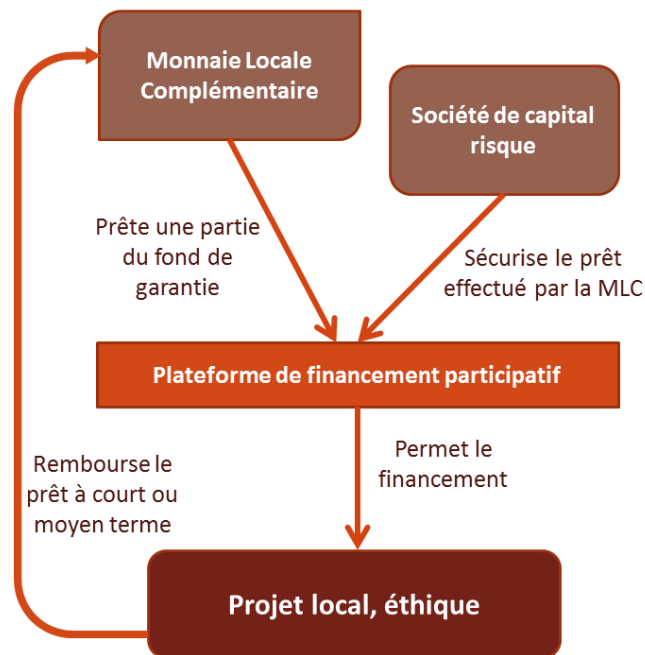


Figure 11 : principe de financement que la Gabare souhaiterait mettre en place

Des monnaies locales se sont en effet tournées vers ce système de financement. C'est par exemple le cas de l'Eusko, qui est aujourd'hui considéré comme un très bon exemple aux yeux de la Gabare. En effet, l'association Euskal Moneta s'est associée avec la société Herrikoa à travers un partenariat. De ce fait, le fonds d'investissement Eusko-Herrikoa a été créé afin de financer des projets dits structurants au Pays Basque. Ce fonds d'investissement fonctionne suivant l'évolution du fonds de réserve de l'Eusko. Le fonds d'investissement Eusko-Herrikoa est alimenté par des réserves d'Herrikoa d'un montant égal au fonds de réserve de l'Eusko. De ce fait, l'Eusko participe au financement de projets locaux mais peut tout de même garder l'intégralité de son fonds de réserve. Herrikoa est une société de capital risque (capital investissement), c'est-à-dire qu'elle prend part au capital de sociétés non cotées, dans ce cas, de sociétés souhaitant se développer au Pays Basque. Le capital des sociétés de capital risque est apporté par des actionnaires, que ce soit des particuliers, associations, entreprises, collectivités ou encore établissements financiers. Dans le cas d'Herrikoa, ils sont 4590 actionnaires pour un capital social de 4 053K€ (fin 2015). Le risque financier est donc pris par ces sociétés, qui étudient généralement les dossiers afin de s'assurer de la solidité des projets, notamment sur les objectifs financiers, et de pouvoir récupérer l'argent plus tard.



#### **4. Une volonté plus forte que l'expérience**

Finalement, si on peut croire que la durée d'existence et la valeur du fonds de garantie sont des critères déterminants pour financer des projets, ce n'est visiblement pas le cas. En effet, la Muse et la Gabare ont quatre ans de différence mais ont presque la même valeur de fonds de garantie. La question du financement de projets est déjà très réfléchie pour la seconde, alors qu'elle semble moins importante pour la Muse. L'Eusko, bien que ce ne soit pas la monnaie locale la plus ancienne en France, est la monnaie la plus développée en France et celle qui a le fonds de garantie le plus important. Dans ce cas, on pourrait dire que le fonds de garantie est un critère déterminant. Cependant, l'Heol, qui a un fonds de garantie plus élevé que la Muse et la Gabare, et plus ancienne que les autres n'a finalement pas de politique quant au financement de projets et n'en a donc jamais financé.

Le financement de projets de façon directe dépend donc plus de la volonté de l'association porteuse de la monnaie que d'éléments plutôt quantitatifs tels que le fonds de garantie ou encore la durée d'existence des monnaies. Le financement de projets n'a pas la même importance aux yeux de toutes les associations. Pour certaines, qui ont un fonds de réserve élevé, la réflexion sur ces projets commence tout juste, alors que des monnaies moins développées en font un sujet de réflexion important.

L'idée pour les monnaies locales est avant tout de pouvoir choisir les projets qu'elles soutiennent et de savoir où va leur argent. De ce fait, elles ont conscience du réel impact qu'elles ont sur leur territoire, plus que lorsque c'est la NEF qui finance. Pour ces projets, des critères sont parfois à remplir afin que les monnaies apportent leur soutien financier.

### **III. La possibilité de choisir les projets financés**

#### **1. Des critères de sélection**

Pour les monnaies locales, la possibilité de choisir les projets est aussi importante afin d'avoir un droit de regard sur les objectifs des projets et de déterminer s'ils correspondent réellement aux valeurs portées par la monnaie locale.

De ce fait, les monnaies locales financent des projets lorsqu'ils respectent les valeurs mises en avant par la charte. Si les valeurs d'un projet sont contraires à celle d'une monnaie, alors il ne sera pas financé.

Pour d'autres monnaies, les critères sont plus développés. Pour l'Eusko par exemple, les projets doivent répondre à la fois à des critères de l'Eusko mais aussi aux critères d'Herrikoa. Les critères d'Herrikoa sont au nombre de trois : le projet doit être implanté en Pays Basque, s'engager à créer ou sauvegarder des emplois et présenter un projet économiquement et financièrement viable<sup>8</sup>. Du côté de l'Eusko, les critères correspondent à la fois au respect de la charte, mais également à la mise en valeur du patrimoine culturel du

---

<sup>8</sup> Source : <http://herrikoa.com/fr/entrepreneurs/criteres-d-eligibilite>



Pays Basque, notamment en promouvant la langue locale. Après les appels à projets, les dossiers sont donc étudiés deux fois : une première fois par le comité d'agrément Euskal Moneta qui fait une première sélection des projets qui lui semblent intéressants, puis le comité d'agrément d'Herrikoa fera la dernière sélection. Les deux parties de la convention prennent donc réellement part au choix des projets.

Pour d'autres monnaies, comme la Muse, les porteurs de projet doivent déjà faire partie du réseau de la monnaie. Deux projets ont par exemple été, en partie, financés par la Muse. Le premier, une guinguette, qui a pu bénéficier d'un prêt de 500€ et 500 muses, était porté par une personne déjà adhérente à l'association. En effet, afin de pouvoir bénéficier de muses, il est nécessaire de faire partie du réseau. Le second projet, qui est aujourd'hui en cours de financement, nommé « Le cercle pointu », est un projet dans la commune de Chemillé (49) qui regroupe à la fois un espace de stockage pour une entreprise existante, mais également un espace de co-working, une salle de réunion... Pour ce projet, l'association a mis en circulation 4 000 muses<sup>9</sup>, échangées contre des euros qui seront directement versées au projet. Ce projet correspond donc avant tout au besoin d'un prestataire de la Muse, le Carré Vert, de s'agrandir. De ce fait, l'association soutient des projets dont les porteurs se trouvent déjà dans le réseau, ce qui peut éventuellement leur assurer une certaine sécurité, ayant moins peur qu'il y ait une fuite de l'argent. Le financement étant sous forme de prêt, les porteurs de projets doivent donc, à court ou moyen terme, rembourser celui-ci, le fait d'être dans le réseau peut donc être rassurant pour la MLC de voir l'argent revenir.

La sélection des projets se fait donc à travers des critères plus ou moins précis selon les monnaies locales, correspondant à ses valeurs. En plus de ces critères, d'autres méthodes de sélection peuvent être envisagées par certaines MLC.

## **2. La possibilité de choisir de façon citoyenne**

Si le choix des projets à financer peut se faire à travers des dossiers de candidature, comme pour l'Eusko, des méthodes plus « citoyennes » sont envisagées par certaines MLC. Par exemple, la Gabare imagine pouvoir sélectionner des projets qui lui semblent intéressants du point de vue des critères exigés, puis soumettre ses choix à l'avis des adhérents. En effet, sans adhérents, la monnaie ne pourrait pas circuler et surtout ne pourrait pas permettre de financer des projets. De ce fait, en intégrant les adhérents dans le choix des projets, c'est donner la possibilité aux citoyens de s'exprimer sur leurs besoins mais aussi de les rendre acteurs de ce dispositif.

---

<sup>9</sup> Afin que les utilisateurs voient réellement l'utilisation de la monnaie, les 4 000 muses sont estampillées avec le nom du projet. De ce fait, l'association espère que les utilisateurs aient moins envie de les reconvertir, du fait de leur portée.



### **3. La possibilité d'augmenter ses prestataires**

Si pour certaines monnaies, il faut que les porteurs de projets soient déjà dans le réseau pour bénéficier d'un financement, pour d'autres, le financement de projets permet d'élargir le réseau professionnel de la monnaie. En effet, bien que ce ne soit pas un objectif principal, il n'en reste pas moins que les projets financés constituent de nouveaux acteurs importants au sein du réseau de monnaie locale.

Pour l'Eusko par exemple, deux des projets financés, que sont Hodei et Kom-on, font désormais partie du réseau de professionnels de la monnaie basque. Pour la Gabare, bien que des projets n'aient pas encore été directement financés, l'idée sur le sujet est déjà assez claire. En effet, l'association considère que malgré le fait que le financement ne se fasse pas sur une logique contractuelle, il serait surprenant qu'un porteur de projet financé par la Gabare n'entre finalement pas dans le réseau par la suite, d'autant qu'il y a très peu de barrières pour rentrer dans le réseau (frais d'adhésion assez faibles et signature de la charte/convention).

Il semblerait que cette question soit finalement plus une question morale et éthique. En effet, il en va de la reconnaissance d'un porteur de projet envers ceux qui l'ont aidé à se réaliser. On pourrait considérer cela comme une aide mutuelle : la MLC aide le projet à se financer, le projet aide la MLC à se développer en intégrant le réseau. De plus, lorsqu'une monnaie finance un projet, elle le fait, comme dit précédemment, selon des critères et des valeurs qui lui correspondent. Si les projets déposent des dossiers de financement auprès de ces monnaies, c'est qu'ils portent déjà un certain intérêt pour ces dispositifs.

## **IV. Un impact plus fort lorsque la monnaie est très développée**

### **1. Des fonds engagés faibles**

Aujourd'hui, bien que les monnaies essayent de s'impliquer, leur potentiel de financement est encore faible. En effet, le financement ne peut représenter qu'une partie du fonds de garantie de la monnaie. Pour la Muse notamment, il a été décidé en Assemblée Générale que le montant alloué aux projets ne pourrait dépasser 20% du fonds de garantie. Pour la Gabare, bien que celle-ci ne soit pas encore fixée, la part attribuée aux projets ne dépassera vraisemblablement pas 25% du volume stable du fonds de garantie. Pour la Muse par exemple, l'association compte entre 25 000 et 30 000 Muses en circulation. Pour la Gabare, qui a seulement 6 mois d'existence, l'association en compte 22 000 en circulation. De ce fait, la Muse peut utiliser jusqu'à 6 000€ de son fonds de garantie pour financer des projets, et la Gabare pourra, dans la mesure où les 25% seront décidés, utiliser jusqu'à 5 000€.

De ce fait, les monnaies locales sont généralement dans l'incapacité de financer entièrement un projet, et prennent donc part au financement d'un projet, qui pourra être complété grâce aux plateformes de financement avec des apports de citoyens. Pour la



Gabare par exemple, en plus de l'aide financière qui pourrait être mise en place pour les projets, une aide pour la mise en place des projets en question pourrait également se faire sur le volet communication. Si la Gabare trouve une initiative intéressante, mais qu'elle ne peut pas la financer, l'idée est de communiquer dessus afin d'inciter les citoyens à participer au financement de l'initiative. L'objectif est donc, dans la majeure partie des cas, de contribuer au financement d'un projet, mais il est rare que la monnaie locale finance la majeure part d'un projet.

C'est pourtant le cas pour l'Eusko. En effet, cette monnaie lancée en 2013 est, pour beaucoup de MLC en France, un modèle à suivre puisque c'est aujourd'hui la monnaie la plus développée, en termes d'adhérents, de prestataires mais également de monnaie en circulation, puisque l'association Euskal Moneta compte un demi-million d'euskos en circulation. Grâce à ce fonds de garantie élevé, la monnaie locale peut se permettre de financer des projets à des hauteurs plus importantes que les précédentes MLC étudiées. En effet, même si l'on appliquait les 20% d'utilisation du fonds, cela représenterait déjà 100 000€ pour financer des projets. Cela peut donc parfois largement financer des projets. Par exemple, en 2015, 80 000 euros avaient été investis dans des projets au Pays Basque. 80 000€, c'est presque quatre fois la valeur du fonds de garantie des autres MLC.

## **2. L'obligation de sécuriser afin de garder la confiance des prestataires**

Si les monnaies locales se fixent un pourcentage du fonds de garantie à ne pas dépasser, c'est pour une raison simple : s'assurer qu'aucun évènement n'entache la confiance qui lie l'association et les professionnels du réseau. En effet, il est connu que, si la confiance peut être longue à instaurer, elle peut se briser très rapidement. Les prestataires sont les éléments clés pour la circulation de la monnaie, les MLC ont donc tout intérêt à maintenir un lien de confiance avec eux.

Bien que ce ne soit pas un objectif à terme pour les MLC, cherchant plutôt une circulation de la monnaie, la volonté des professionnels de reconvertir les billets de monnaie locale en euros est à prendre en considération. Pour la Gabare par exemple, le taux à la reconversion<sup>10</sup> est officiellement de 2% à 5% mais étant donné la jeunesse de la monnaie, et afin de ne pas désavantager les premiers professionnels du réseau, il est plutôt compris entre 0% et 2% actuellement. Pour la Muse, le taux à la reconversion est de 2%. Pour l'Eusko il est de 5%. Même si le taux pour la reconversion est désavantageux, et que les prestataires récupèrent moins d'euros que de monnaies locales qu'ils souhaitent échanger, il est quand même nécessaire de pouvoir assurer cette reconversion.

Dans le cas où une MLC financerait un projet grâce à un montant élevé du fonds de garantie, et qu'il apparaissait que plusieurs professionnels souhaitent reconvertir leur monnaie en euros, la non-correspondance sur le fonds de garantie ne permettrait pas de

---

<sup>10</sup> C'est-à-dire la « pénalité » qui s'applique lors de la reconversion gabare vers euro



réaliser cette reconversion. Dans ce cas, la crédibilité de la MLC pourrait être remise en question par les adhérents, et notamment les professionnels. Bien que les prêts effectués aux porteurs de projets soient des sommes qui vont être remboursées aux monnaies locales, il est donc nécessaire que l'association soit en mesure de gérer son fonds de garantie afin de rendre l'argent disponible à tout moment pour les professionnels du réseau. En fixant un montant maximum de 25% du fonds de garantie, cela n'empêche pas un roulement et un fonctionnement correct de la monnaie locale, les professionnels ne reconvertissant pas tous la monnaie en même temps.

## **V. Réflexion sur le réel intérêt des MLC**

Aux vues de ces résultats potentiellement encourageants mais encore relativement mitigés, une interrogation apparaît : quel est l'intérêt réel des monnaies locales ? En effet, si elles n'arrivent pas réellement à financer des projets et restent de petits contributeurs comme tous les clients particuliers des banques solidaires, on peut remettre en doute leur intérêt sur un territoire.

Il serait alors intéressant d'avoir un retour sur l'un des autres objectifs centraux des MLC qui touche les citoyens et l'évolution de leur comportement. En effet, si les utilisateurs des monnaies locales sont des personnes qui étaient auparavant sensibilisées et qui étaient déjà attentives à leur façon de consommer (consommer local par exemple) et à l'impact de leurs achats sur leur territoire, alors le fait d'utiliser la monnaie locale n'a pas d'intérêt supplémentaire si ce n'est celui de le montrer. Il serait intéressant de connaître l'impact réel de la monnaie sur les prestataires : Ont-ils vu leur nombre de clients augmenter depuis qu'ils acceptent la monnaie locale ? Le type de clients qu'ils accueillent est-il différent d'avant ? etc...

Les réponses à ces questions semblent être importantes pour comprendre l'intérêt réel et l'impact de ces monnaies sur leur territoire.

Les prémices d'une enquête à ce sujet ont été réalisées par des étudiants de l'École Polytechnique de l'Université de Tours auprès des utilisateurs et des prestataires de la Gabare. Bien que cette étude ait été réalisée dans un temps imparti relativement court, les premiers résultats font ressortir que les professionnels ayant répondu à l'enquête n'ont pas noté d'augmentation ni de changement dans leur clientèle.

Des recherches plus importantes et sur plusieurs monnaies locales françaises pourraient donc permettre de répondre à ces différentes questions de manière plus concrète et faire ressortir l'impact des monnaies locales sur un territoire, quel qu'il soit.



## Conclusion

Les MLC sont donc sensiblement des dispositifs en vogue dont le but est d'améliorer l'économie locale et le développement territorial. Bien qu'elles soient porteuses d'objectifs locaux et éthiques, il n'en reste pas moins que ces dispositifs peinent aujourd'hui à se développer correctement, se trouvant face à certaines limites qui pourraient néanmoins venir à disparaître dans les années à venir, en incitant par exemple les collectivités à prendre part au développement d'une monnaie locale sur leur territoire. Des perspectives intéressantes sont quand même portées par les MLC. C'est notamment le cas pour le soutien aux projets locaux d'installation de nouveaux artisans, commerçants ou entrepreneurs.

Cette recherche menée à travers l'étude de quatre MLC françaises a permis de mettre en avant les possibilités mais également les limites du financement de projets solidaires. Si l'on reprend l'hypothèse de départ qui était que les monnaies locales sont un véritable moyen de financer des projets locaux, on peut désormais discuter cette hypothèse. Il est vrai que les MLC peuvent, à travers le placement de leur fonds de garantie dans une banque solidaire telle que la NEF, financer indirectement des projets sur le territoire français. Cependant, malgré la transparence des financements, elles n'ont pas connaissance des projets pour lesquels elles participent réellement. Elles ont donc développé d'autres moyens de financer des projets afin de pouvoir les choisir, en s'appuyant éventuellement sur des plateformes de financement participatif ou encore des sociétés de capital-risque. Mais si elles souhaitent aider des projets à se monter et se financer, elles ne peuvent assumer seules la totalité du financement. En effet, leur contribution est souvent minime quant au besoin du projet. De ce fait, on peut dire qu'elles constituent un moyen de financer des projets locaux mais seulement à petite échelle. De nombreuses barrières sont aujourd'hui encore trop présentes pour que les financements se développent : la valeur des fonds de garantie est souvent trop faible, les MLC ne peuvent prêter qu'un pourcentage de leur fonds de garantie afin de préserver la confiance les liant avec les professionnels et les adhérents. Elles prennent donc place parmi un ensemble d'acteurs finançant un projet, sauf l'Eusko qui a la capacité de financer seule des projets.

Cependant, comme on a pu le dire précédemment, les monnaies locales sont encore de jeunes dispositifs et espèrent pouvoir toucher plus de citoyens et prendre une place plus importante sur les territoires français. De ce fait, il pourrait être intéressant de mener une nouvelle étude dans quelques années afin de voir comment la question de la finance des projets locaux est abordée dans ces monnaies locales. De plus, on a vu ici le financement des projets à travers les monnaies, il pourrait être intéressant de mener une étude afin d'obtenir le point de vue des porteurs de projets afin de comprendre pourquoi ils cherchent le financement de ces monnaies.



## Bibliographie

- ADEME. *Les monnaies locales complémentaires environnementales* : État des lieux, impacts environnementaux et efficacité économique. Janvier 2017
- Blanc J. *A quoi servent les monnaies sociales ?* Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, rapport 2005-2006, Economica, 2006, pp.31-41.
- Blanc J. *Les monnaies sociales: dynamique et logiques des dispositifs*. 2007
- Blanc J., Perrissin-Fabert B. *Financer la transition écologique des territoires par les monnaies locales*. Note de l'Institut Veblen. 2016, pp.24.
- Delille P. *Les monnaies complémentaires, outil de régulation territoriale, pour une coresponsabilité des acteurs économiques*, 7<sup>e</sup> Rencontre du RIUESS. 2007
- Derudder P. *Les monnaies locales complémentaires : pourquoi, comment?*, Gap, Éditions Yves Michel, 2012, 256 p.
- Dupré D., Longaretti P-Y., Servet J-M. *Fonctions valeurs et leviers d'une monnaie alternative pour une transition à la durabilité territoriale*. 5<sup>e</sup> congrès de l'Association Française d'Économie Politique (AFEP) " L'économie politique de l'entreprise : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives ", Jul 2015, Lyon, France.
- Fare M. *Les Monnaies Sociales et Complémentaires dans les Dynamiques Territoriales, Potentialités, Impacts, Limites et Perspectives*. UNRISD. 2013
- Fare M. *Monnaies sociales comme outil du développement soutenable*. Institut Veblen pour les réformes économiques, 2012
- Fare M. *Panorama, enjeux et perspectives des monnaies associatives*. Les Possibles, n°10. 2016
- Fare M., Whitaker C. *La portée des initiatives de monnaies sociales complémentaires en termes de transformation des représentations sociales*, Colloque francophone international cultures, territoires et développement durable, 2014.
- Kalinowski W. *L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires*, Institut Velben. 2014
- Magnen J-P., Fourel C., *D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité* [Rapport], Paris, Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et Secrétariat d'État chargé du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, 2015.
- Tichit A. *Représentations sociales de la monnaie : contraste entre les citoyens et les porteurs de monnaies locales*, Etudes et Documents, n° 18, CERDI, 2015.
- Vidéo :
- Tout Compte Fait, *Monnaies locales : elles dopent le petit commerce*, 2015.



Internet :

-Euskal Moneta : <http://www.euskalmoneta.org>

-Herrikoa : <http://herrikoa.com/fr>

-La Gabare, Monnaie Locale Complémentaire de Touraine : <http://gabare.mlc.camp>

-La Muse : <http://www.lamuse-monnaie.fr>

-La NEF, finance éthique : <https://www.lanef.com>

-L'Heol, monnaie complémentaire du Pays de Brest : <http://www.heol.infini.fr>

-Le réseau de Monnaies Locales Complémentaires Citoyennes : <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net>



## Annexe

### Grille pour les entretiens :

Données recherchées	Questions liées
- Taille	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelle est la taille de votre MLC (nombre d'adhérents et prestataires) ?</li> <li>- Combien d'unités de MLC sont aujourd'hui en circulation et avec quel taux de reconversion ?</li> <li>- Avez-vous déjà participé au financement d'un projet local et solidaire ? Si plusieurs, Combien de projets ont pu être financé grâce à votre MLC ?</li> </ul>
- Le type de projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quels sont les projets que vous financez et comment les choisissez-vous ? Selon quels critères ? Qui définit ces critères ?</li> <li>- Êtes-vous les seuls à choisir les projets ou est-ce que la NEF intervient dans ces choix ?</li> </ul>
- le financement des projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cas d'un financement avec plusieurs parties, à quelle hauteur participez-vous ?</li> <li>- Comment est alimenté le fonds de soutien permettant le financement ?</li> <li>- Avez-vous un quota fixe de projets à ne pas dépasser ou financez-vous autant de projets que possible ?</li> <li>- Lors de la réalisation d'un projet, le professionnel a-t-il l'obligation d'adhérer à la MLC ensuite ?</li> </ul>
- s'il n'y a eu aucun financement direct	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avez-vous malgré tout déjà réfléchi à la question ou cela reste-il un aspect très flou ?</li> </ul>



CITERES

**UMR 6173**  
*Cités, Territoires,  
Environnement et  
Sociétés*

*Equipe IPA-PE  
Ingénierie du Projet  
d'Aménagement,  
Paysage,  
Environnement*



35 allée Ferdinand de Lesseps  
BP 30553  
37205 TOURS cedex 3

**Directeur de recherche :**  
**Huyghe Marie**

**Hue Eglantine**  
**Projet de Fin d'Etudes**  
**DAE5**  
**2016-2017**

## **Les monnaies locales complémentaires : leur rôle dans une perspective de développement durable des territoires**

**Résumé :** Les monnaies locales complémentaires qui sont des monnaies sociales, se développent de plus en plus en France et dans le monde. Phénomène récent, elles soutiennent l'idée d'un développement local et durable, soutenant une économie de proximité. Encore jeunes, il est difficile de pouvoir juger de leurs réels impacts, cependant, l'étude de leurs principes et de leurs actions peut permettre de déterminer leur rôle dans ce développement. L'un des objectifs des monnaies locales étant le financement de projets locaux, cette recherche permet de mettre en avant les réflexions portées par les monnaies à ce sujet ainsi que les limites auxquelles elles font face.

**Mots Clés :** monnaie locale, territoire, soutien, développement, projet éthique et solidaire, financement participatif